



PRÉFET DE L'INDRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du développement
local et de l'environnement

Affaire suivie par : jennifer.armand@indre.gouv.fr

Le Préfet

Châteauroux, le **21 DEC. 2023**

Monsieur le Directeur,

Par courrier du 7 novembre, je vous ai fait parvenir un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de votre société.

Au terme du délai contradictoire vous n'avez pas formulé d'observation, ce que vous avez confirmé par courriel du 11 décembre dernier au service des installations classées.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir trouver sous ce pli, la décision sus-visée.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet, et par délégation,
La Secrétaire Générale


Nadine CHAÏB

M. le Directeur
KSB
64 Allée de SAGAN
BP 189
36000 CHATEAUROUX



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction du Développement Local
et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement**

**Arrêté préfectoral du 21 DEC. 2023
portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société KSB située sur la commune de CHÂTEAUX**

Installation de fabrication de pompes hydrauliques

**LE PRÉFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret n° 2017-1595 du 21 novembre 2017 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment sa rubrique 2560 pour laquelle le régime de l'autorisation est remplacé par le régime de l'enregistrement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-E-741 du 18 mars 2005 autorisant la société KSB à exploiter une installation de fabrication de pompes, concernant notamment la rubrique 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement au 64 allée de Sagan, commune de Châteaux ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015043-0002 du 12 février 2015 modifiant les prescriptions techniques applicables aux activités exercées par la société KSB dans son établissement sis 64 allée de Sagan à Châteaux ;

Vu les articles 7.4.4.3.1 et 7.10.4 de l'arrêté préfectoral initial susvisé ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement faisant suite à la visite d'inspection du 13 septembre 2023, transmis à l'exploitant par courrier du 10 octobre 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 7 novembre 2023 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai d'un mois dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant au terme du délai contradictoire ;

Considérant que lors de la visite en date du 13 septembre 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les installations électriques de l'établissement sont affectées par des défauts non résorbés, dont trois déficiences non corrigées sont susceptibles de provoquer une explosion ou un incendie,
- les trois poteaux d'incendie ne permettent pas d'assurer une ressource en eau de 240 m³ pendant deux heures sous 3 bars ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux prescriptions des articles 7.4.4.3.1 et 7.10.4 de l'arrêté préfectoral initial susvisé ;

Considérant que ces constats engendrent une réduction de la maîtrise des risques d'incendie ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société KSB de respecter les prescriptions des articles 7.4.4.3.1 et 7.10.4 de l'arrêté préfectoral initial susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société KSB, exploitant une installation de fabrication de pompes hydrauliques, sise 64 allée de Sagan sur le territoire de la commune de Châteauroux, est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles 7.4.4.3.1 et 7.10.4 de l'arrêté préfectoral initial susvisé en :

- corrigeant, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les défauts affectant ses installations électriques susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion ;
- corrigeant, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, la totalité des défauts affectant ses installations électriques relevés à l'occasion des vérifications périodiques réalisées du 27/12/2022 au 09/01/2023 et ne relevant pas du premier alinéa ;
- dotant, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, son établissement de trois poteaux d'incendie permettant d'assurer une ressource en eau de 240 m³ pendant deux heures sous 3 bars.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la société KSB.

Une copie en sera adressée aux personnes suivantes :

- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire ;
- le maire de la commune de CHÂTEAUROUX, pour information.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale,



Nadine CHAÏB

